

CAMPAGNE MONDIALE POUR LES EMPLOIS CLIMATIQUES



**Un rapport de Bridge to the Future (Norvège), Campaign against Climate Change (Grande-Bretagne), Climate Works for All (État de New York), Climaximo (Portugal), Green Economy Network (Canada), One Million Climate Jobs Campaign (Afrique du Sud), Sentro ng mga Nagkakaisa at Progresibong Mangagawa (Philippines)
Novembre 2015**

Rédacteurs: Jonathan Neale, Tabitha Spence et Andreas Ytterstad

Traducteurs: Public Services International, Guy Laflamme, Angie Mathieu, Claire Corbel, Sama, Philippe Rekacewicz, et Catalina von Hildebrand

Auteurs: J. Mijin Cha, The Worker Institute de l'université de Cornell, Etats-Unis d'Amerique

Tony Clarke, Green Economy Network, Canada

Josh Kellerman, Alliance for a Greater New York, Etats-Unis d'Amerique

Joshua Mata, SENTRO, Philippines

Jonathan Neale, Campaign against Climate Change, Grande-Bretagne

Sandra van Niekerk, One Million Climate Jobs Campaign, Afrique du Sud

Lara Skinner, The Worker Institute de l'université de Cornell, Etats-Unis d'Amerique

Tabitha Spence, Campaign against Climate Change, Grande-Bretagne

Asbjørn Wahl, Bridge to the Future, Norvège

Andreas Ytterstad, Bridge to the Future, Norvège

Copyright du/ des rédacteurs et auteurs

MATIERES

Introduction 4

Les Emplois Climatiques 5

Canada 30

Afrique du Sud 36

Norvège 41

État de New York 47

Grande-Bretagne 54

Conclusion 60

Remarques 64

CONTACT

email globalclimatejobs@gmail.com

www.globalclimatejobs.wordpress.com

INTRODUCTION

Nous devons stopper le dérèglement climatique et nous devons agir vite. Pour y parvenir, nous devons créer 120 millions de nouveaux emplois dans le monde au cours des vingt prochaines années.

Dans plusieurs pays, des campagnes ont été initiées appelant les gouvernements à mettre en place des programmes de création d'emplois climatiques à grande échelle. La plupart de ces campagnes ont reçu le soutien des syndicats et toutes tentent de construire une alliance entre syndicats, militants écologistes, ONG et groupes religieux.

Cette brochure est le résultat de plusieurs de ces campagnes et nous souhaitons inciter les habitants d'autres pays à faire de même.

La première partie de cette brochure se propose de définir, de façon très générale, la notion d'emplois climatiques. Cependant, chaque pays étant différent, la deuxième partie de la brochure sera consacrée aux récits d'expériences réussies dans la création de ces emplois en Afrique du Sud, aux Philippines, en Norvège, au Canada, dans l'état de New York et en Grande-Bretagne.

LES EMPLOIS CLIMATIQUES

Jonathan Neale



Environ les trois quarts du réchauffement climatique de la planète sont directement causés par l'utilisation de combustibles fossiles comme le charbon, le pétrole ou le gaz. Afin de freiner le réchauffement climatique, nous devons donc arrêter d'utiliser de tels carburants. Pour y parvenir, il nous faut trouver d'autres sources d'alimentation en chaleur et en énergie.

Nos préconisations sont les suivantes:

Un réseau d'envergure mondiale pour les énergies renouvelables telles que l'éolien et le solaire pour produire toute notre électricité.

L'abandon de la voiture au profit des bus et des trains afin que l'ensemble de nos moyens de transport fonctionnent grâce aux énergies renouvelables.

L'isolation et la transformation de tous les logements et les bâtiments pour les rendre moins énergivores; systèmes de chauffage et de climatisation à base d'énergies renouvelables.

La transformation et modernisation de notre modèle industriel, trop gourmand en énergie, avec le recours aux renouvelables partout où cela est possible.

(Nous employons le terme d'énergie "renouvelable" car le monde ne sera jamais à court de soleil, vent, vagues et marée).

Il y a mille autres choses que nous devons faire. Mais ces quatre points feront la plus grande différence dans la réduction des émissions issues des combustibles fossiles. Ces mesures vont demander nombre de nouveaux emplois – nous les estimons à environ 120 millions de par le monde, chaque année et pendant vingt ans. La majorité de ces emplois seront dans les secteurs des renouvelables, de la construction et des transports.

Environ un quart de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre provient non pas de notre consommation de carburants fossiles mais de l'agriculture et de l'utilisation des terres agricoles. Pour réduire ces émissions, nous devons changer notre façon de faire de l'agriculture, cesser la liquidation des vieilles forêts et en planter de nouvelles. Cela nécessitera de très nombreux emplois.

Il n'est pas réaliste d'attendre que le marché crée de lui-même ces emplois. L'ampleur de la tâche est bien trop grande, nous devons passer à l'action maintenant. Nous avons besoin de programmes gouvernementaux à grande échelle dans chaque pays. Ces programmes seront différents de ce que les responsables politiques envisagent habituellement lorsqu'ils parlent d' "emplois verts". Il nous paraît essentiel de bien différencier les quatre termes suivants:

LES EMPLOIS CLIMATIQUES. Un emploi climatique recouvre toute activité en lien avec l'environnement, du garde-forestier à l'agent de réseau d'assainissement. Lorsque nous parlons d'emplois climatiques, nous considérons uniquement les emplois verts qui contribueront directement à la réduction des gaz à effet de serre.

LES NOUVEAUX EMPLOIS. Lorsque nous réclamons 120 millions d'emplois à l'échelle mondiale, nous ne prenons pas en compte les emplois existants dans le secteur des transports publics et des énergies renouvelables. Et nous ne voulons que des emplois stables, au moins pour 20 ans.

LES PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX. Nous ne voulons pas que nos dirigeants s'en remettent aux marchés. Nous voulons qu'ils commencent dès maintenant à embaucher des travailleurs et ce d'ici un an.

LES EMPLOIS DE REMPLACEMENT. Nous voulons que les gouvernements garantissent un nouvel emploi vert notamment aux employés des mines de charbon et raffineries qui finiront par perdre leur emploi dans une économie bas carbone.

Changer ne veut pas dire faire des sacrifices mais faire les choses différemment

Il s'agit d'une nouvelle façon d'appréhender le dérèglement climatique. Pendant de nombreuses années, il y a eu des tensions entre les défenseurs de l'environnement et les syndicalistes. Les syndicats réclamaient des emplois et de bons salaires tandis que les écologistes affirmaient que tout le monde devait faire des sacrifices afin de lutter efficacement contre le dérèglement climatique.

C'est là un faux choix. Nous ne pouvons résoudre le problème du dérèglement climatique par des sacrifices car les réductions en émissions que nous devons atteindre sont trop importantes. Nous devons diminuer nos émissions d'au moins 80%. Si nous le faisons par des sacrifices, cela reviendrait à réduire de 90% le niveau de vie des pays riches et de 75% d'un pays comme la Chine. Cela aurait pour conséquence de condamner pour toujours les pays pauvres à la pauvreté.

Ces idées ne sont pas sérieuses. Personne n'est prêt à une telle situation. Nous devons, au contraire, faire les choses différemment. Ainsi, nous ne voulons pas "augmenter la contribution des renouvelables". Nous voulons plutôt mettre un terme à l'utilisation du pétrole, du charbon et du gaz.

Notre approche est à l'opposé du sacrifice. Il y a un peu plus de 200 millions de personnes qui sont sans emploi dans le monde. Plus des centaines de millions qui sont sous-employées dans les exploitations agricoles ou dans des emplois à mi-temps, précaires et non durables. Des plans gouvernementaux de créations d'emplois climatiques pourraient transformer la vie de ces personnes, de leurs familles et l'avenir de la communauté toute entière.

Cet objectif s'annonce politiquement difficile à accomplir car cela nécessite de rompre avec les politiques d'austérité. Mais ce sont ces mêmes politiques d'austérité qui ont échoué – en Afrique

dans les années 80, en Amérique Latine et en Europe de l'Est dans les années 90, puis dans le reste de l'Europe au cours de la dernière décennie. A l'opposé, nous avons besoin d'une augmentation des dépenses publiques pour relancer une économie au point mort.

Les emplois climatiques ne vont pas condamner les pays pauvres à la pauvreté. De nombreux pays aujourd'hui comme le Mozambique, le Kenya, le Népal, le Laos et l'Afghanistan où les gaz d'émissions à effet de serre sont tellement faibles qu'elles en sont négligeables. Nous demandons des programmes d'emplois climatiques de grande ampleur dans ces pays afin que l'industrie et l'économie redémarrent – mais dans une direction nouvelle.

C'est non seulement équitable mais aussi nécessaire. Les dirigeants de par le monde ne font pas ce qui doit être fait. Seul un mouvement de masse, à l'échelle mondiale, peut faire bouger nos gouvernements. Et ce mouvement ne pourra réussir sans le soutien actif et passionné des travailleurs et petits exploitants agricoles en Chine, en Inde et dans les pays d'Afrique.

Pour la même raison, nous réclamons de nouveaux emplois climatiques pour tous ceux qui travaillent dans les mines de charbon et les exploitations pétrolières. Sans quoi ils seraient perdants. Sans ces engagements, nous risquons simplement de provoquer une scission entre les syndicats et les populations locales. Nous avons besoin d'un mouvement uni et de la promesse d'un avenir meilleur.

Les emplois

Cette partie détaille ce que seraient ces emplois climatiques et approximativement combien seraient nécessaires afin de réduire de 80% les émissions en vingt ans. Pour commencer, voyons d'où proviennent ces émissions. Le montant total des émissions représente l'équivalent de 52 milliards de tonnes de CO2 chaque

année. Les trois quarts de ce montant total, soit 38,5 milliards de tonnes de CO₂, émanent principalement des combustibles fossiles:

	Milliards de tonnes
Electricité issue du charbon, pétrole et gaz:	13
Activité industrielle:	8,5
Transports:	7
Activité des mines et raffineries de pétrole et charbon:	5
Chauffage des foyers et bâtiments:	3

Un autre quart – soit l'équivalent de 13,5 milliards de tonnes de CO₂ - est issu d'un mélange d'autres gaz à effet de serre:

	Milliards de tonnes
Activité agricole:	6
Modification de l'usage des terres agricoles et forêts:	6
Traitement des déchets dont ceux des eaux usées:	1,5

Les emplois climatiques seront donc des emplois qui viseront à réduire les émissions de ces secteurs et nous commencerons par les secteurs d'activité émetteurs de dioxyde de carbone. Pour cela, deux étapes s'imposent:

Nous devons d'abord **réduire** l'énergie que nous utilisons pour produire les mêmes effets. Par exemple, nous devons isoler les logements afin que le système de chauffage soit moins énergivore.

Nous devons ensuite **abandonner** les énergies issues du pétrole, du charbon et du gaz pour nous tourner vers les énergies renouvelables. Par exemple, nous devons privilégier l'électricité issue des renouvelables pour chauffer nos maisons et alimenter les bus et trains en électricité.

Nous pouvons parvenir à ce résultat en utilisant les technologies dont nous disposons déjà. L'ensemble de nos estimations en matière d'emplois et de réductions d'émissions dans ce rapport repose sur les technologies dont nous disposons à ce jour.

Bien entendu, si nous mettons au travail 120 millions de personnes, nous assisterons à des innovations et des inventions. Nous constaterons surtout une croissance de l'économie au cours des 20 prochaines années. En fait, selon nos calculs, nous estimons que les inventions et la croissance feront part égale.

L'électricité

Prenons pour commencer l'exemple de la production d'électricité. Nous estimons qu'un plan mondial de création d'emplois climatiques:

Créera 50 millions d'emplois chaque année pendant vingt ans

Remplacera toute source d'électricité par de l'électricité d'origine renouvelable

Multipliera par 3 le montant d'électricité produite

Équipera tous les foyers en électricité

Permettra de réduire les émissions de CO2 issues de l'électricité à presque néant

Comment cela fonctionne? Nous sommes en mesure de réduire la quantité d'électricité que nous utilisons actuellement environ de moitié mais nous aurons toujours les mêmes résultats. Par exemple, la législation peut imposer l'utilisation d'ampoules basse consommation, des machines de bureau et les appareils ménagers. Mais nous avons besoin de beaucoup plus d'électricité que nous en utilisons à l'heure actuelle. D'une part parce que nous aurons besoin d'électricité d'origine renouvelable, non carbonée pour les transports, l'industrie et le chauffage des immeubles et d'autre part, parce que les pays pauvres auront besoin de beaucoup d'électricité renouvelable pour s'extraire de la pauvreté.

Ainsi, nous estimons qu'à la fin d'un programme de création d'emplois réparti sur 20 ans, nous aurons besoin de presque trois fois plus d'électricité que ce que nous produisons actuellement.

Cela nécessitera donc le recours à une multitude d'énergies renouvelables de sources diverses. Les trois principales sources d'énergie renouvelable étant l'éolien, les cellules solaires photovoltaïques et les centrales solaires thermodynamiques (CSP). L'énergie éolienne provient de turbines (éoliennes) installées en enfilade et qui forment un parc éolien. Des vents réguliers et forts vont influencer considérablement le rendement; ainsi, les turbines sont principalement installées sur les crêtes des collines, des plaines exposées au vent et en mer.

Les cellules photovoltaïques sont des rangées de panneaux qui absorbent la lumière du soleil et que l'on installe sur les toits et à même le sol. Ils fonctionnent dans n'importe quel pays mais de façon optimale, dans les pays les plus ensoleillés.

Les centrales solaires thermodynamiques (CSP) concentrent les rayons du soleil à l'aide de miroirs vers un foyer fixe. Ces rayons vont venir chauffer des solides comme du sel ou du mercure qui, portés à haute température, vont dégager de la vapeur qui va faire

tourner les turbines et produire de l'électricité. Les CSP fonctionnent de façon optimale dans des lieux très fortement ensoleillés.

L'éolien, le photovoltaïque et les CSP réunis sont en mesure de générer toute l'électricité dont nous avons besoin depuis une toute petite part de la surface de la Terre. La seule difficulté étant que la production ne peut être constante en un seul et même lieu. Le vent ne souffle que par intermittence, le soleil ne brille pas tous les jours ce qui nécessite la mise en place de stratégies afin d'émettre de l'énergie renouvelable en flux continu, 24 heures sur 24.

D'autres sources de renouvelables sont donc nécessaires comme l'énergie des vagues et la puissance marémotrice qui fonctionnent grâce à des turbines en mer, l'énergie hydraulique produite par les barrages ou encore la géothermie qui exploite les eaux chaudes de la croûte terrestre.

Nous avons également besoin de réseaux électriques étendus afin d'intégrer toutes ces différentes sources d'électricité sur de longues distances.

Lorsque le vent ne souffle pas en Écosse, il souffle sans doute en France ou en Turquie. Lorsque la demande en électricité est la plus forte à New York à 7 heures du matin, le soleil brille encore en Californie. Lorsque le soleil ne brille pas au Mali, le vent souffle sans doute sur les côtes du Nigéria. Et ainsi de suite.

Fort heureusement, il est maintenant possible de construire des liaisons câblées de haut voltage sur de longues distances et qui transportent l'électricité sur des milliers de kilomètres, à travers les continents et sous les mers. Nous avons également besoin de stocker cette électricité grâce à des batteries dans les foyers, les voitures et les usines. Nous pouvons enfin puiser l'eau des barrages pour alimenter des turbines ultérieurement.

On entend souvent dire que les énergies renouvelables ont le grand avantage d'être produites localement et peuvent donc être contrôlées au niveau local. Ceci est partiellement vrai. Par exemple, les panneaux solaires posés sur les toits sont fort pratiques lorsque l'on a besoin de climatisation. Nous avons en effet besoin de climatisation lorsque le soleil brille. Mais, en général, l'énergie renouvelable nécessite des connections à vaste échelle. Les réseaux sont donc interdépendants sur de longues distances.

Durant les dix premières années, nous estimons que la majorité des emplois climatiques liés aux renouvelables seront créés dans les usines et la production de turbines, les panneaux photovoltaïques, les engins solaires et les câbles. Beaucoup d'autres emplois verront le jour dans l'installation. Après les dix premières années, d'autres emplois seront créés dans la maintenance. Il y aura aussi de très nombreux postes créés dans l'industrie, des emplois «cols bleus» dont des techniciens, des ingénieurs et des marins.

Nous estimons qu'en vingt ans, 35 millions de travailleurs peuvent contribuer à réduire à presque néant les émissions de CO₂ émises par la production d'électricité. Au niveau mondial, la production d'électricité est responsable d'environ un tiers des émissions de CO₂ et environ un quart de toutes les émissions de gaz à effet de serre. Ainsi, les 35 millions d'emplois pourront éliminer 25% de toutes les émissions de gaz à effet de serre en vingt ans.

Industrie

L'industrie contribue à trois types d'émissions distincts. Premièrement, les émissions liées à l'utilisation de l'électricité pour faire fonctionner les machines, l'éclairage, les pompes et autres. Nous avons déjà évoqué ces émissions sous la rubrique plus générale de l'électricité renouvelable.

L'industrie produit également un deuxième type d'émissions tout aussi importantes. Certaines industries utilisent de grandes

quantités d'énergie pour chauffer des matériaux à haute température afin de pouvoir les utiliser. Le chauffage est produit par la combustion de charbon ou de gaz dans les usines ou les aciéries. La combustion libère du CO₂.

Les plus grands consommateurs de ce type d'énergie à l'échelle mondiale sont les aciéries et les cimenteries. Plusieurs autres industries utilisent d'importantes quantités d'énergie pour le chauffage des matériaux : l'industrie du papier, des produits chimiques, de l'aluminium et des matériaux de construction.

La troisième catégorie d'émissions provient du dioxyde de carbone émis comme sous-produit du processus industriel. Ici, les émissions les plus importantes proviennent de l'industrie du ciment, car pour fabriquer du ciment, il faut chauffer du calcaire et se débarrasser du carbone qui s'assemble ensuite à l'oxygène de l'atmosphère pour former du CO₂.

Chaque année, le chauffage de matériaux émet un peu plus de 5 milliards de tonnes de CO₂. Les sous-produits industriels en produisent 3,5 milliards de tonnes.

Chaque industrie est différente, mais les émissions peuvent être réduites au moins de moitié. Par exemple, l'acier peut être fabriqué à partir d'électricité renouvelable pour l'électrolyse et avec le procédé à arc électrique pour le chauffage. De grandes quantités d'électricité sont nécessaires (et de nombreux emplois), mais c'est possible.

Cependant, l'électricité renouvelable n'est pas efficace pour le ciment. Et le ciment produit d'importantes émissions émanant tant du chauffage de matériaux que des sous-produits dus au processus industriel.

Mais d'autres matériaux de construction, comme le bois, la pierre, la brique et de nouveaux matériaux peuvent remplacer le

ciment. Les bâtiments construits avec ces matériaux sont en fait plus faciles à chauffer et à climatiser.

Le ciment n'est indispensable que pour les très grands immeubles. Ces bâtiments sont de véritables serres – il suffit de regarder les fenêtres. Et ils consomment d'énormes quantités d'énergie pour être climatisés et pour transporter les marchandises et les personnes dans les ascenseurs. L'utilisation du ciment peut être supprimée quasiment partout. Encore une fois, l'utilisation de matériaux traditionnels impliquera davantage d'emplois pour fabriquer ces matériaux et construire les maisons.

Nous estimons qu'il est possible de réduire de près de moitié les émissions industrielles dues au chauffage et aux processus industriels, de 8,5 milliards à 4,5 milliards de tonnes en vingt ans.

Transport

À l'échelle mondiale, le transport «émet 7 milliards de tonnes de CO₂, soit la quasi-totalité du CO₂ provenant de la combustion d'hydrocarbures. Ceci représente 14% des émissions totales et plus du cinquième des émissions de CO₂. Le plus grand secteur est le transport routier – notamment les voitures. La solution consiste à sortir autant de passagers que possible des voitures et à les mettre dans des bus et dans des trains.

La transition vers les bus peut être effectuée en un an. En revanche, construire des voies de chemin de fer demande plus de temps. Mais le gouvernement chinois vient de construire un nouveau réseau ferré à grande vitesse en six ans.

Les transports publics consomment moitié moins d'énergie que les voitures. Si vous occupez presque tous les sièges, vous réduisez de moitié la consommation énergétique. Si vous faites

fonctionner les bus, les trains et les voitures à l'électricité renouvelable, vous ramenez les émissions quasiment à zéro.

Le deuxième plus important consommateur de pétrole est le camionnage. Ici, il faut combiner les camions légers et les fourgonnettes fonctionnant à l'électricité renouvelable avec le fret ferroviaire, qui consomme beaucoup moins d'énergie et qui peut être électrique.

Le pétrole ne peut pas être remplacé par l'électricité dans le transport maritime et le transport aérien. De nouveaux types de voile et d'autres évolutions en matière de conception pourraient contribuer à améliorer le transport maritime. Mais l'élément décisif dans le transport maritime est que si vous réduisez de moitié la vitesse des porte-conteneurs, la consommation de carburant chute des trois quarts, réduisant ainsi d'autant les émissions. Si vous réduisez la vitesse des navires des trois quarts, la consommation de carburant et les émissions diminuent de 94%.

Bien sûr, des navires moins rapides nécessitent davantage de marins – et donc plus d'emplois.

Réduire la vitesse serait aussi une bonne chose dans le transport aérien, bien que dans une moindre mesure. Là aussi, une transition vers le transport ferroviaire est indispensable. Un train qui circule à 200 km/h, pas un train à grande vitesse, aurait besoin de:

43 heures pour faire le trajet de Paris à Delhi

36 heures de Johannesburg à Nairobi

25 heures de New York à Los Angeles

23 heures de Mexico à Montréal

36 heures de Moscou à Pékin

Et vous dormez en couchette, vous passez du temps au restaurant, vous arrivez reposé, vous pouvez admirer les paysages variés, et vous balader dans le train. Mais là encore, il faudrait embaucher.

Nous estimons qu'avec ces évolutions, le recrutement de 35 millions de travailleurs/euses permettrait de réduire les émissions produites par le transport de 7 à 2 milliards de tonnes. La majorité des emplois serait dans la construction et le fonctionnement des bus, des trains et des navires.

Ceci est très important car le transport est actuellement le secteur qui connaît la plus forte croissance en termes d'émissions. De nombreux emplois consisteraient à développer et à améliorer les réseaux de transport public dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Exploitation minière et raffinage

L'exploitation minière et le raffinage du charbon, du pétrole et du gaz produisent près de 5 milliards de tonnes d'émissions à effet de serre, dont la plupart proviennent des raffineries. Mais au bout de 20 ans, nous n'utiliserons plus que de faibles quantités de ces carburants fossiles, principalement dans l'aviation, le secteur maritime, la fabrication de plastiques et le chauffage de matériaux dans l'industrie. Nous n'aurons plus besoin du reste. Dès lors, dans ce secteur, nous pouvons réduire les émissions de 5 milliards à 0,5 milliard de tonnes, tout simplement parce que l'exploitation minière et le raffinage seront nettement moins nécessaires. Cela représente une réduction de 90%.

Chauffage des bâtiments

3 milliards de tonnes supplémentaires d'émissions de CO₂ proviennent de la combustion du pétrole, du charbon, du gaz, du

bois et d'autres types de biomasse pour chauffer les maisons et les bâtiments et pour cuisiner. La solution, dans ce domaine, réside pour une part dans l'efficacité énergétique. La majorité des emplois concernerait le secteur de l'isolation et de la conversion de maisons et d'immeubles anciens. La conversion consisterait à passer du chauffage au fuel, au charbon et au gaz au chauffage à l'électricité renouvelable.

Sur le long terme, la mesure la plus importante porte sur l'adoption immédiate d'une réglementation imposant à la majorité des nouveaux bâtiments et à l'ensemble des maisons d'être des «habitations passives» consommant très peu d'énergie de chauffage. Différentes versions peuvent être construites partout dans le monde, le plus souvent à partir de conceptions et de matériaux traditionnels.

Réduction des émissions de CO2

Résumons les possibles réductions d'émissions de CO2 en milliards de tonnes:

	Aujourd'hui	Demain
Électricité	13	0,5
Industrie	8,5	4,5
Transport	7	2
Exploitation minière et raffinage	5	0,5
Chauffage	3	0,5
TOTAL	38,5	8

Soit une réduction des émissions de CO2 de plus de 79%.

Autres émissions

Il reste encore les émissions dues aux déchets, aux eaux usées, à l'agriculture, au changement d'affectation des terres et à l'industrie forestière. Il s'agit principalement d'émissions de méthane, de protoxyde d'azote et de fluorocarbones issues de l'industrie.

Ces processus sont plus complexes. Nous ne pouvons évoquer ici que quelques-unes des évolutions possibles. Et de nombreux changements seront possibles en opérant différemment, plutôt qu'en recrutant davantage de travailleurs/euses. Parmi les changements indispensables:

Transformer toutes les décharges de déchets pour brûler le méthane.

Moins de gaspillage alimentaire et moins de conditionnement systématique.

Recycler davantage de matériaux.

Modifier et surveiller le traitement des eaux usées.

Changer l'alimentation pour consommer moins de bœuf et de mouton.

Faire évoluer les méthodes de culture du riz et d'alimentation animale.

Utilisation plus rationnelle des engrais synthétiques et organiques.

Interdiction de l'utilisation de tous les fluorocarbones dans l'industrie – d'autres solutions existent.

Transition vers une agriculture raisonnée, de petite échelle et mixte.

L'évolution qui nécessitera le plus d'embauches dans les programmes gouvernementaux est l'industrie forestière. Pour le moment, les émissions dues à «la nouvelle affectation des terres et à l'industrie forestière» sont principalement issues de la végétation et des sols quand les forêts sont abattues. Nous devons inverser ce processus de manière à augmenter chaque année la couverture forestière.

Les forêts tropicales feront la plus grande différence car elles sont très denses et riches en carbone. Cela passera, non pas par la monoculture d'un seul type d'arbres à croissance et à exploitation rapides, mais par des forêts denses et mixtes. Ici, le Brésil, l'Indonésie et la République démocratique du Congo seront les pays les plus importants.

En outre, la transition vers de petites exploitations intensives permettra de créer davantage d'emplois, mais pas obligatoirement dans le cadre d'un programme gouvernemental.

Il est difficile d'avancer des estimations précises pour les déchets, l'exploitation forestière et l'agriculture. L'utilisation des sols et l'industrie forestière sont les domaines les plus propices au changement. En théorie, la préservation des forêts et les plantations d'arbres peuvent permettre d'inverser les émissions et de transférer le carbone de l'atmosphère aux arbres et aux sols. Selon nos estimations approximatives, nous pouvons réduire les émissions de 14 milliards de tonnes à environ 6 milliards de tonnes, c'est-à-dire de plus de moitié:

	Avant	Après
Agriculture	6	4
Utilisation des sols et industrie forestière	6	1,5
Déchets et eaux usées	1,5	0,5
TOTAL	13,5	6

Réductions totales des émissions:

79% de réduction des émissions dues à l'électricité, à l'industrie, au transport, à l'exploitation minière et au raffinage, et au chauffage des bâtiments.

56% de réductions des autres émissions dues à l'agriculture, aux changements d'affectation des terres, à l'industrie forestière, aux déchets et aux eaux usées.

Pour une réduction de 74% du total des émissions.

Soit une réduction des trois-quarts en vingt ans.

Combien d'emplois?

Il est difficile d'être précis quant au nombre d'emplois qui pourraient être nécessaires. Nous disposons déjà d'estimations approximatives pour la production électrique et le transport.

Estimation des créations d'emplois à l'échelle mondiale

Énergie renouvelable et réseau électrique d'emplois	35 millions
Transport d'emplois	35 millions

Pour les autres secteurs, les estimations sont plus compliquées. Toute estimation précise nécessiterait des études approfondies pays par pays afin de brosser un tableau complet. Nous ne disposons pas de ces études, pour l'heure. Elles feront partie des travaux prévus dans le cadre des campagnes sur les emplois liés au changement climatique dans différents pays.

Ce que nous pouvons avancer assurément est que quelques 120 millions d'emplois seront nécessaires dans le monde pour réduire de trois-quarts les émissions de gaz à effet de serre en vingt ans.

Les conséquences du changement climatique

Ainsi, nous pouvons réduire les émissions des trois-quarts. Et cela en vingt ans. Et nous le pouvons avec la technologie actuelle.

Voyons à présent le mauvais côté des choses – pourquoi il nous faut agir rapidement et en profondeur. Il y a deux raisons majeures: le capitalisme d'origine humaine et les effets naturels en retour.

Le changement climatique se produira dans notre système économique et politique actuel – le capitalisme mondialisé. Dans ce système, les catastrophes naturelles deviennent des désastres humains. Par exemple, la hausse des températures modifiera le régime des précipitations. Un peu partout, les pluies seront moins

abondantes et les récoltes seront mauvaises. Ailleurs, les pluies seront telles qu'elles causeront des inondations ou se produiront au mauvais moment. Avec le système économique actuel, les famines seront inévitables dans certains pays.

Prenons un autre exemple. Les violentes tempêtes, inondations et famines se traduiront par des centaines de millions de réfugiés. Dans le système actuel, ces réfugiés se heurteront aux garde-frontières, aux soldats, aux navires militaires et aux mitrailleuses. De l'autre côté de la frontière, nous assisterons à une recrudescence du racisme pour justifier de maintenir dans des situations catastrophiques ces gens réduits au désespoir.

Et il y aura la guerre. Si vous modifiez la géographie, les grandes comme les petites puissances partiront en guerre pour réinstaurer l'équilibre en leur faveur.

Ce n'est pas de la science-fiction. Voyez le Darfour, le Tchad, le Mali et la Somalie. En 1969, l'absence de pluie au Darfour et au Tchad était due au changement climatique. Ils ne s'en sont jamais remis. Depuis plus de deux générations, les populations doivent se résigner aux mauvaises récoltes, aux famines récurrentes, aux camps de réfugiés et à la guerre.

Les villes souffriront aussi de destructions. Les cyclones et les ouragans se multiplieront au nord comme au sud et seront plus violents. Ils déclenchent des ondes de tempête – des vagues énormes de plus de dix mètres comme les tsunamis qui peuvent inonder des villes entières.

Partout dans le monde, nous observons à présent la réaction des gouvernements face aux catastrophes naturelles. Après les séismes au Népal et en Turquie, les tsunamis en Indonésie et au Sri Lanka et les ouragans en Haïti, à la Nouvelle-Orléans et à New York, la même histoire se répète. Les gouvernements ne font rien. L'armée et la police s'efforcent de «rétablir l'ordre».

Les dégâts économiques seront également considérables lorsque Shanghai, Manhattan et Saïgon seront sous les eaux. Les populations seront furieuses, à bon droit. Les gouvernements enverront l'armée et leurs chars sur fond de discours aux accents écologistes – «Il s'agit d'une urgence planétaire, et nous devons tous nous sacrifier.» Nous nous sacrifierons, sauf les riches, et la répression sera brutale.

Cercles vicieux

La deuxième raison pour laquelle nous devons agir rapidement et en profondeur est, qu'à un moment ou à un autre, le changement climatique s'accéléra de façon drastique. Ce fut souvent le cas avec le réchauffement climatique lors de précédentes ères géologiques. Mais cette fois, nous accélérons le rythme du changement comme jamais auparavant.

La notion de cercles vicieux (ou boucles de rétroaction positive) est cruciale ici. Par exemple, avec le réchauffement, les forêts vont dépérir et libérer dans l'atmosphère de grandes quantités de dioxyde de carbone contenu dans la végétation et dans le sol. Ce qui augmentera le réchauffement et provoquera donc la mort d'encore plus de forêts.

Un autre exemple d'effet boomerang concerne le méthane, un puissant gaz à effet de serre. Alors que la toundra fond à l'extrémité nord de la Sibérie, le méthane emprisonné dans le permafrost est libéré dans l'atmosphère. Le climat se réchauffe, ce qui accélère encore la fonte de la toundra, et ainsi de suite.

Les scientifiques ont identifié plusieurs autres cercles vicieux, tels que la fonte des gisements de méthane sous-marins et l'effet albédo, lorsque la neige et la glace se mettent à fondre. Tous ces effets se renforcent mutuellement. A un certain point, ils

déclencheront une accélération critique de la vitesse du réchauffement.

Les gouvernements, les économies et les collectivités seront alors soumis à une énorme pression.

Nous ne pouvons pas prédire le moment d'un tel emballement. Peut-être nous reste-t-il cinquante ans, peut-être seulement dix. On estime que les victimes se compteront par centaines de millions, mais il est impossible d'être plus précis.

Comment financer les emplois

Nous avons donc les moyens d'agir, et nous devons le faire. Mais pouvons-nous financer cette démarche? Oui. Les modes de financement seront différents dans les pays riches et dans les pays pauvres – mais pas si différents que cela.

Dans les pays riches, il existe trois manières de financer les emplois. Une étude britannique [28] a calculé que l'argent pourrait être trouvé comme suit:

Factures et billets: Financer un projet d'emplois liés au changement climatique n'est pas gaspiller de l'argent mais permettrait de produire de l'électricité et de développer les transports publics. Les factures d'électricité et les billets de bus et de train pourraient couvrir un tiers du coût total de l'ensemble des nouveaux emplois climatiques, en supposant que le gouvernement subventionnera environ la moitié des coûts de l'électricité renouvelable et des transports publics.

Fiscalité et prestations: Chaque fois qu'un/e chômeur/euse obtient un emploi, il/elle commence à payer des impôts et cesse de bénéficier de nombreuses prestations sociales. Ces

économies permettraient au gouvernement de prendre en charge un tiers supplémentaire des coûts. (Le gouvernement pourra économiser un peu plus en Suède, où les impôts sont élevés et les prestations sociales substantielles, et un peu moins aux USA. Mais les différences sont inférieures à ce que l'on peut imaginer).

Imposer les riches: Certes, mais il reste encore un tiers des coûts à financer. Le rapport britannique propose six manières de lever les fonds nécessaires – toutes consistent, sous une forme ou sous une autre, à imposer les revenus et les biens des riches. Imposer les riches ne consiste pas à les punir.

La vraie raison est que nous voulons développer l'économie. Si nous taxons les 99%, ces personnes réduiront certaines de leurs dépenses – habitation, habillement, alimentation ou autre. Les employé(e)s de ces secteurs perdront alors leur emploi. Donc, au bilan, aucun emploi ne sera créé. Mais si nous imposons les 1% ou si nous mettons fin à leurs pratiques d'évasion fiscale, cet argent qui, normalement, dormirait sur des comptes, en valeurs de propriété et en actions, serait réinjecté dans l'économie. Et cet argent servirait à créer des emplois.

Financer les emplois dans les pays plus pauvres

Le financement des emplois dans les pays pauvres serait identique à celui des pays riches. Les pays pauvres ne manquent pas de gens riches, et les gouvernements peuvent les imposer. Et dans les pays pauvres, les gens achètent aussi des billets de train ou de bus et paient des factures d'électricité. Bien sûr, pour de nombreuses personnes l'électricité et les transports devront être subventionnés, exactement comme dans les pays riches.

Cependant, les pays pauvres allouent généralement des prestations moindres aux personnes sans emploi, et les impôts sont moins élevés. Le gouvernement économisera donc moins d'argent en créant de nouveaux emplois.

Au bilan, il sera plus difficile pour les gouvernements des pays pauvres de financer un tiers du coût du programme d'emplois climatiques dans les mêmes proportions que dans les pays riches. Concrètement, ils devront faire appel à l'aide des pays riches.

Mais cela reviendra très peu cher aux habitants des pays riches. La raison en est simple – les revenus et les salaires sont bien plus élevés dans les pays riches. Les revenus moyens dans les pays à haut revenu sont plus de 20 fois supérieurs à ceux des pays pauvres.

La moitié de l'humanité vit dans ce que la Banque mondiale appelle les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure. Imaginons que ces pays collectent de l'argent en imposant les personnes riches qui y vivent et en s'appuyant sur la vente de billets et sur les factures d'électricité, il leur faudra encore une aide supplémentaire pour couvrir le tiers du coût des emplois climatiques. Cette aide coûterait aux Européens, aux Américains, aux Canadiens et aux Japonais environ 50 cents par tranche de 100 dollars de revenu national. C'est une part infime. En fait, l'argent pourrait être levé très aisément grâce à une petite taxe sur la richesse des 1% les plus riches dans les pays les plus riches.

Ce ne sera pas facile

C'est donc possible, nous devons le faire, nous pouvons le financer, nous créons de nombreux emplois et les pays pauvres pourront alors se sortir de la pauvreté. Les emplois climatiques n'ont rien d'un sacrifice.

Ce qui ne signifie pas que le combat sera facile. Nous devons faire face à la toute-puissance des entreprises dans les secteurs du pétrole, du charbon, du gaz et de l'énergie. Et les grands dirigeants mondiaux ne font pas le nécessaire. Il leur faudrait rompre avec le néo-libéralisme et cela signifierait la fin de l'austérité.

Mais nos chances de succès seront bien meilleures si nous lançons des campagnes pour l'emploi climatique dans tous les pays du monde. Au final, l'humanité doit réformer son activité à échelle du globe. Mais les moments les plus critiques et les plus difficiles seront les premières victoires, dans chaque pays.

Si nous créons des emplois climatiques à une échelle suffisante dans un pays important ou dans plusieurs petits pays, chacun pourra voir ce que nous avons réalisé. Cela donnera à d'autres le courage et l'inspiration pour faire de même.

Mais tous les pays sont différents – en termes d'économie, d'industrie, d'organisation syndicale, de géographie, de soleil, de vent, de marées, de forêts, d'habitudes alimentaires, de richesse et de traditions politiques. Ce qui signifie que les campagnes en faveur des emplois climatiques seront forcément différentes selon les pays. Pour vous donner une idée de la manière dont une campagne pourrait se dérouler dans votre pays, et les types d'emplois à défendre, nous allons maintenant nous pencher sur des exemples de différentes campagnes pour les emplois climatiques naissantes dans plusieurs pays.

CANADA

Tony Clarke



Le mouvement visant la création d’emplois pour le climat et la mise en place d’une nouvelle économie au Canada a pris son envol à l’approche de la 15^e Conférence des Parties (COP 15), qui a eu lieu à Copenhague, en 2009. À l’époque, le Canada était déjà récipiendaire du prix «fossile» de l’année, principalement en raison des mégas projets d’exploitation des sables bitumineux dans le nord de l’Alberta – l’expression employée avait été celle de la « machine à émissions de gaz à effet de serre la plus dynamique au monde ».

Un différend au sujet des sables bitumineux opposait alors les syndicats et les groupes environnementaux. Il s’agissait de l’opposition classique entre «emplois» et «planète», qui sévit dans

de nombreux pays. Mais au Canada, cette opposition était particulièrement prononcée en raison de l'ampleur des projets d'exploitation des sables bitumineux et de leur rôle majeur au sein de l'économie nationale. De plus, le Canada présente déjà un taux élevé d'émissions de gaz à effet de serre en raison de ses hivers très froids, de sa superficie et des importantes lacunes de son réseau de transport en commun.

Toutefois, les gens étaient de plus en plus nombreux, à l'intérieur et à l'extérieur du mouvement syndical, à prendre conscience de la gravité de la crise climatique. À l'automne 2009, deux activités de formation ont réuni des militantes et militants syndicaux et des environnementalistes. Le Congrès du travail du Canada (CTC) a réuni les leaders de différents syndicats et des représentantes et représentants d'organisations de la société civile pour discuter d'un rapport et d'une proposition stratégique de l'Institut Polaris. Le conseil du travail de la région de Toronto, première ville en importance du pays, a organisé une conférence sur les emplois verts à laquelle ont participé plus de 600 syndicats et groupes communautaires. Chacune de ces activités a joué un rôle déterminant dans la création du Réseau pour une économie verte (RÉV).

Le RÉV regroupe 25 organismes, dont les plus grands syndicats canadiens des secteurs privés et publics (Unifor et le Syndicat canadien de la fonction publique), le CTC, le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, les Métallos, des syndicats représentant des fonctionnaires aux niveaux provincial et fédéral, l'Association internationale des machinistes et des travailleurs et travailleuses de l'aérospatial, ainsi que des groupes environnementaux comme Greenpeace, le Sierra Club et le Réseau action climat, des associations de jeunes comme la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, des organisations d'intérêt

public comme le Conseil des Canadiens, des groupes confessionnels et des mouvements autochtones.

Le RÉV s'est doté d'un comité de direction chargé d'élaborer des plans d'action. Le Canada étant un pays très vaste, nous avons tenu des réunions par vidéoconférence afin de réduire nos émissions de CO₂ et nos coûts de transport. Vers le milieu de 2010, nous avons adopté un texte énonçant notre vision (<http://greeneconomynet.ca/vision-statement>). En 2011, nous avons lancé un programme commun intitulé *Virage vers une économie verte* (<http://greeneconomynet.ca/wp-content/uploads/sites/43/2014/08/GEN-Common-Platform-EN.pdf>). Nous avons mis sur pied un site internet, produit des tracts d'information pour sensibiliser les gens et présenté notre programme lors des congrès des organismes membres du Réseau (<http://greeneconomynet.ca/documents/>).

Entre-temps, le comité de direction du RÉV s'est penché sur les questions de fond sous-jacentes. Dans le cadre de cette réflexion, nous avons pris conscience de l'interrelation entre la crise climatique et la crise économique et du fait qu'il est impossible d'en régler une sans régler l'autre. D'une part, les changements climatiques causeront, d'ici la fin du siècle, un réchauffement de 4 à 6 degrés Celsius, créant un monde fort différent auquel les enfants d'aujourd'hui devront s'adapter. D'autre part, les changements climatiques sont alimentés par le même système économique – le capitalisme mondial – qui est également responsable de la hausse du chômage, du travail précaire et de l'écart grandissant entre les riches et les pauvres.

Bref, face à la menace des changements climatiques, il est urgent de changer le système. En tant que société, nous ne pouvons plus nous permettre d'utiliser un modèle économique qui traite l'environnement et les êtres humains comme des biens jetables. Nous devons plutôt commencer à mettre en place, tous ensemble,

une nouvelle économie fondée sur des modes de production et de consommation beaucoup plus durables, tout en éliminant les inégalités économiques et sociales qui affligent et surchargent la société.

Encouragés par nos alliés d'autres pays, nous avons relevé ce défi en concentrant notre attention sur ce que signifie changer différents secteurs de la société pour créer des emplois pour le climat. Par «emplois pour le climat», nous entendons des emplois qui contribuent directement à prévenir les changements climatiques et le réchauffement planétaire. Une façon d'y arriver consiste à élaborer de nouvelles stratégies économiques de création d'emplois stables et bien rémunérés qui contribueront directement à la réduction des émissions de carbone et de gaz à effet de serre, qui sont responsables du réchauffement de la planète. De cette manière, nous mettons l'accent sur le fait que les emplois pour le climat offrent une plus grande stabilité tout en assurant une équité sociale accrue pour les populations marginalisées, comme les personnes au chômage et les travailleuses et travailleurs à faible revenu, ou encore les autochtones et les personnes de couleur.

Notre programme commun présente trois priorités stratégiques de création d'emplois verts applicables dès maintenant:

Hausse des investissements publics dans le développement des **énergies durables** (énergies éolienne, solaire et géothermale) et appropriation des projets de développement par la collectivité pour faciliter la transition urgente et nécessaire vers une économie qui n'utilise pas les combustibles fossiles.

Élaboration d'une stratégie en matière d'**immeubles verts** pour réduire les pertes d'énergie par la conversion au vert des immeubles résidentiels, publics et commerciaux afin

d'en améliorer l'efficacité énergétique. Une telle stratégie est particulièrement importante au Canada compte tenu du climat particulier marqué par des températures très chaudes en été et très froides en hiver.

Amélioration et expansion du réseau de **transport en commun** en ville et création d'un réseau ferroviaire à grande vitesse dans les corridors interurbains, pour réduire la congestion routière, la pollution et le stress en milieu urbain.

La campagne du RÉV visant la création d'un «million d'emplois pour le climat» prend appui sur ces trois piliers. Toutefois, nous sommes conscients qu'il faudra des pressions populaires massives avant que les élus aient la volonté politique de passer à l'action. Après tout, la force d'impulsion en matière de création d'emplois pour le climat provient en grande partie des économies locales et régionales, où les gens vivent et travaillent en étroite relation avec leur environnement.

Pour ces raisons, le RÉV a commencé à organiser des tables rondes de planification stratégique avec des syndicats et des militantes et militants communautaires dans des villes, petites et grandes, partout dans le pays.

Aujourd'hui, des **campagnes locales et régionales** commencent à prendre forme autour des enjeux suivants:

Améliorer et étendre le réseau de transport en commun;

Mettre en lien les appuis communautaires en faveur d'un réseau ferroviaire à grande vitesse entre les grandes villes;

Élaborer des projets d'énergies éolienne, solaire et géothermale qui appartiennent à la collectivité;

Convertir au vert les immeubles résidentiels des quartiers et des villes pour éliminer complètement le gaspillage d'énergie.

En outre, les membres du RÉV sont de plus en plus nombreux à reconnaître que pour contrer les changements climatiques, il faut aussi lutter contre les programmes d'austérité. Les gouvernements et le secteur public ont un rôle important à jouer dans la recherche de véritables solutions. Malheureusement, au cours des quarante dernières années, les gouvernements ont été en grande partie dépouillés de leur capacité à intervenir et à orienter leur économie. Au nom de l'austérité, les services publics ont fait l'objet de compressions pendant des décennies, ce qui a contribué à accroître notre vulnérabilité face aux désastres climatiques. De plus, la vulnérabilité et l'insécurité des travailleuses et travailleurs ont été aggravées par la précarité des emplois et le taux de chômage élevé qui persistent.

Il est impératif d'adopter une stratégie de création de bons emplois pour le climat afin que les travailleuses et travailleurs connaissent une transition juste et efficace dans le cadre du passage de l'économie industrielle fondée sur les combustibles fossiles à la nouvelle économie de l'avenir à faibles émissions de carbone. De plus, en centrant notre attention collective sur les emplois pour le climat, nous créons de véritables occasions de cultiver de nouvelles solidarités entre les syndicalistes et les environnementalistes et d'unir tous les gens de bonne volonté autour d'un objectif commun, la mise en place d'une économie réellement durable sur le plan écologique et équitable sur le plan économique.

AFRIQUE DU SUD

Sandra van Neikerk



La Campagne pour le Million d'Emplois Climatiques s'est formée en 2011 comme une alliance regroupant les mouvements sociaux, ouvriers, les organisations communautaires et ONG environnementales. C'est rare d'être capable de réunir une telle diversité d'organisations, autour des deux crises qui frappent l'Afrique du Sud - le changement climatique et le taux de chômage très élevé. La campagne a recherché et développé des solutions pour que l'Afrique du Sud puisse immédiatement commencer une juste transition vers une économie décarbonée. En plaçant les intérêts des travailleurs et des pauvres au premier plan des

stratégies pour combattre le changement climatique, nous pouvons simultanément stopper le changement climatique et nous occuper de la catastrophe au niveau de nos emplois.

Le taux de chômage en Afrique du Sud est terriblement élevé. En incluant les inactifs, c'est à dire les demandeurs d'emploi découragés, le taux de chômage s'élève à près de 40%. Le taux le plus restreint est estimé depuis plus d'une dizaine d'années entre 24 et 26%. En réalité, cela signifie que près de 7 millions de personnes ne peuvent pas trouver d'emploi.

L'Afrique du sud est l'un des pays qui concentre le plus d'inégalités au monde, avec plus de 12 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Il n'est alors pas étonnant de constater que le pays doit faire face à des problèmes majeurs de désintégration sociale avec des taux élevés de viols, violences domestiques, abus sur des femmes et enfants, crimes, trafics de drogues et gangs.

Il est urgent de basculer vers une économie qui a pour priorité la création d'emplois et les besoins des habitants. La Campagne pour le Million d'Emplois Climatiques milite autant pour le droit au travail, ainsi que la création de postes décents, que pour la création d'emplois climatiques. Et cela concerne aussi bien l'accès gratuit ou abordable à des biens et services de base comme le logement, l'électricité, l'eau ou la gestion des déchets, que les énergies renouvelables, l'objectif zéro déchet et les sources d'eau durables.

La recherche réalisée par la campagne pour le Million d'Emplois Climatiques a montré qu'il existait de réelles possibilités pour qu'**au moins** un million d'emplois climatiques soient créés grâce aux énergies renouvelables, à la rénovation énergétique des bâtiments, à la construction de milliers de nouveaux logements décents et bien isolés, que les plus précaires attendent

désespérément. Les possibilités d'emplois existent aussi dans le développement des transports publics, de l'agriculture au travers de méthodes agro-écologiques bio à l'échelle locale, préservant notre eau, nos sols et la biodiversité et allant vers une pratique zéro déchet.

En 2014 la campagne s'est concentrée sur la collecte de 100 000 signatures de femmes, de jeunes, de chômeurs comme de travailleurs dans des communautés et lieux de travail à travers tout le pays. Depuis Lepalele au Limpopo, Emalaheni au Mpumlanga, Thembisa au Gauteng, et Khayelitsha au Cape Town, les militants en campagne ont collaboré avec des milliers de pauvres et d'ouvriers pour mettre en lumière les dangers du changement climatique, montrer de quelle manière il les affecte déjà et quels emplois climatiques pourraient être créés dans leurs localités.

La collecte de signatures nous a permis d'implanter la Campagne localement, à l'extérieur des grands centres urbains du pays, et ainsi de se connecter avec les problèmes et luttes locales autour de services essentiels. Le problème de la sécurité alimentaire et l'augmentation des prix des aliments est l'un des impacts les plus saisissants du changement climatique, qui touche déjà les vies des habitants dans beaucoup de communautés - il affecte la production agricole ce qui par conséquent nuit à la sécurité alimentaire et génère une augmentation des prix.

Pour beaucoup de communautés, en particulier dans le nord du pays, l'impact de l'exploitation minière, particulièrement des mines de charbon, sur l'environnement, l'agriculture, et la santé des travailleurs et des communautés elles-mêmes, est un axe majeur de la campagne. Cet axe est d'autant plus important sachant que le gouvernement continue de soutenir la production d'électricité par des centrales à charbon et a annoncé qu'il envisageait d'accroître les capacités de production en recourant au gaz de schiste et au nucléaire. Nous sommes conscients que notre

tâche de construction de la Campagne ne sera pas facilitée par les intérêts privés qui tirent d'énormes profits des mines existantes et du gaspillage d'énergie systémique en Afrique du Sud.

Tout en s'opposant au développement de nouvelles centrales de charbon, la campagne pour le million d'emplois a toujours mis l'accent sur les énergies renouvelables. La campagne a amené des militants, des universitaires et des organisations à explorer ensemble les manières d'accélérer l'introduction des énergies renouvelables, d'une façon qui permette une meilleure démocratie énergétique. L'énergie renouvelable n'est pas seulement un important moyen d'atténuer le changement climatique, elle ouvre aussi des possibilités d'accès à l'électricité, comme avec les centrales solaires locales, les éoliennes, les panneaux photovoltaïques et autres innovations dans le domaine privé de l'énergie renouvelable. L'énergie renouvelable se doit d'alimenter une industrie sophistiquée, dans le domaine minier et commercial, autant que de répondre aux besoins vitaux en énergie des pauvres et des classes ouvrières.

En mars 2015, 100 000 personnes ont signé la pétition appelant le gouvernement à prendre au sérieux le changement climatique et à créer un million d'emplois climatiques par le biais de différentes mesures publiques. L'immense pile de pétitions collectées a été transmise à un représentant du gouvernement lors du Festival des Énergies Renouvelables qui se tenait fin mars 2015 - un festival organisé pour souligner et célébrer les possibilités qu'offrent les énergies renouvelables en augmentant l'accès à l'électricité tout en réduisant l'empreinte carbone.

En 2015 la campagne s'axe sur une «longue marche» où des milliers d'activistes exposeront physiquement les crises du changement climatique et du chômage, et les solutions portées par la campagne. La marche se terminera par un gigantesque rassemblement en face des Bâtiments de L'Union, siège du

gouvernement Sud Africain à Pretoria, afin de manifester notre soutien pour la création d'un million d'emplois climatiques, pendant que la COP21 se déroulera à Paris.

NORVÈGE

Asbjørn Wahl et Andreas Ytterstad



La promotion pour les «emplois climatiques» est un phénomène qui se développe de plus en plus, et il y a deux raisons à cela: tout d'abord, cela permet de combattre le chômage d'une manière environnementale et durable; ensuite, c'est une façon d'assurer la nécessaire transition des énergies fossiles vers les énergies renouvelables.

La Norvège, grâce à son «aventure pétrolière», est devenue un des pays les plus riches du monde, affichant un taux de chômage très bas et très stable (environ 3 %) depuis de nombreuses années.

Elle a encouragé la création d'emplois climatiques, principalement pour commencer à contrebalancer les activités basées sur le «tout pétrolier».

Pour les activistes climatiques non-norvégiens, c'est une évidence: le seul moyen d'arrêter le réchauffement global est de convaincre des pays riches comme la Norvège qu'ils devraient renoncer à l'exploitation de ce qui leur reste comme combustibles fossiles et le laisser là où il est: dans le sol.

Mais pour la plupart des Norvégiens, cette affaire est un peu plus compliquée... Depuis le commencement de l'aventure pétrolière, au début des années 1970, le gouvernement norvégien a pris le contrôle total des secteurs pétrolier et gazier. L'essentiel des revenus issus de ce secteur sont restés dans le secteur public, et ont fait de la Norvège (moins de 5 millions d'habitants), le pays propriétaire du plus gros fonds souverain du monde.

Cette immense manne financière publique a permis au pays de mettre en place des services publics de très haute qualité, digne d'un «État-providence», avec des prestations sociales bien plus attractives que dans la plupart des autres pays. Par ailleurs, des centaines de milliers de nouveaux emplois ont été créés dans le secteur de l'énergie, et les salaires réels ont augmenté de façon constante (y compris dans tous les autres secteurs économiques).

Une «Norvège pétrolière et verte» est-elle possible?

Les responsables de l'industrie pétrolière et les politicien(ne)s qui soutiennent coûte que coûte ce secteur se montrent extrêmement créatifs quand il s'agit d'inventer des arguments pour justifier le maintien de l'extraction sans restriction des énergies fossiles.

Cela dit, l'économie norvégienne est de plus en plus dépendante du pétrole et du gaz, et cela soulève quelques

problèmes contradictoires. Premièrement, presque toute l'électricité du pays est produite par des centrales hydroélectriques, ce qui veut dire que l'essentiel du gaz et du pétrole est exporté, et ne rentre donc pas dans «l'empreinte carbone» norvégienne. C'est sans doute ce «double atout» - hydroélectricité et bilan carbone favorable – qui a permis à la Norvège de s'affranchir des accusations de grand «pollueur». On peut toujours se dire fièrement qu'on utilise une énergie abondante, propre et durable. Mais c'est un peu vite oublier que ces exportations énergétiques, c'est aussi des exportations de réchauffement global...

Deuxièmement, les politicien(ne)s nous expliquent que la production énergétique norvégienne fait partie de la solution pour lutter contre le réchauffement global. Si la Norvège n'exporte plus son pétrole vers l'Europe, l'Europe utilisera sans doute le charbon allemand ou polonais, pour un résultat climatique bien pire.

Troisièmement - dans le prolongement de cette approche - ils avancent aussi un autre argument prétendant que la Norvège, pays en pointe dans les technologies de production énergétique, est capable de mener l'extraction du pétrole et du gaz d'une manière beaucoup plus respectueuse de l'environnement que dans n'importe quel autre pays. Quatrièmement, grâce à son fonds souverain très bien doté, le gouvernement norvégien peut acheter des quotas sur le marché international du carbone, ce qui lui permet d'échapper à l'obligation de réduire ses émissions de CO₂.

L'importance du pétrole dans l'économie et la politique norvégienne, et le «discours politique dominant» qu'on vient d'évoquer, expliquent paradoxalement à la fois les obstacles et les premiers succès de la campagne pour promouvoir les emplois climatiques (connue sous le nom de «*passerelle pour le futur*») pour lesquels les Norvégiens perçoivent un très fort potentiel. Deux grandes conférences se sont déroulées en 2014 et 2015. Plus de 10 000 signatures ont été réunies pour une pétition dont le mot d'ordre

était: «*Freinons la production pétrolière norvégienne, et créons 100 000 emplois climatiques maintenant!*»

50 000 emplois dans le secteur de l'énergie éolienne

Cela dit, au cours des deux ou trois dernières années, les histoires d'exploitation propre et environnementale du pétrole et du gaz norvégiens ont peu à peu perdu de leur crédibilité.

En 2013, un changement important intervient avec la création de la plate-forme électorale «*Alliance climatique*», laquelle exige spécifiquement un moratoire sur l'extraction du pétrole en Norvège. Il faut noter – ce détail a son importance – la participation active de l'église norvégienne au sein de cette alliance.

Tous ceux qui se sont opposés à la continuation de l'exploitation pétrolière en Norvège ont été soutenus par la parution de deux ouvrages publiés par les responsables de la campagne pour les emplois climatiques:

Le premier (Ytterstad, 2013) exigeait 100000 emplois climatiques, dont 50 000 dans le secteur de l'énergie éolienne. Le second, dont le titre est «*Pétrole et climat en Norvège*» (Ryggvik 2013), donnait le détail des stratégies possibles pour «ralentir» voire interrompre la production de pétrole. Les deux ouvrages se prononçaient pour la production d'énergie éolienne *offshore*, non pas parce que le vent souffle plus fort au large des côtes norvégiennes, mais parce que seuls ces projets à très grande échelle nécessitant de lourds investissements publics pourraient représenter la vraie *passerelle vers le futur* et fournir suffisamment d'emplois de remplacement pour les actuels travailleurs du secteurs pétrolier et gazier.

Parler de l'éolien *offshore* comme mode de transition énergétique sans investissements publics, c'est parler pour ne rien

dire. Si nous devons vraiment prendre le chemin de cette transition, nous devons avoir pour objectif de devenir exportateur d'énergie renouvelable, en lieu et place du pétrole et du gaz – et surtout de garder le secteur de l'énergie sous contrôle national et démocratique. En développant les échanges d'énergie hydroélectrique dont la production est stable et régulière avec les énergies solaire et éolienne, dont la production est plus incertaine, la Norvège pourrait également contribuer au rééquilibrage de l'approvisionnement énergétique en Europe.

Ensemble, plus forts et plus audacieux

La campagne pour les emplois climatique a été initiée et organisée par les syndicats, les organisations environnementales et l'église de Norvège. Par contre, les syndicats auxquels souscrivent l'essentiel des travailleurs du pétrole n'ont pas rejoint la campagne: il ne fait aucun doute que pour les convaincre, il faut que cette campagne offre en complément de solides garanties en ce qui concerne leurs intérêts économiques et sociaux. Bien que nous ayons déjà engagé le dialogue avec eux, nous sommes encore loin du compte. Et la question de l'emploi dans le secteur du pétrole est devenue encore plus sensible depuis la récente chute du prix du baril, qui a directement contribué à l'accroissement du taux de chômage à environ 4 %.

Le gouvernement norvégien, qui ne cesse de parler de transition, n'a encore rien proposé pour ces travailleurs. Pourtant, la demande pour ces emplois climatiques s'intensifie. «*100 000 emplois climatiques, maintenant!*» est devenue une exigence officielle le 1^{er} mai 2015 à Oslo, Trondheim et Bergen, jour de la fête du travail (et des travailleurs). Le *Conseil norvégien des enfants et des adolescents*, une organisation qui fédère plus de 90 ONG, a lancé une campagne intitulée «*Entrer dans l'ère du renouvelable*»,

laquelle est essentiellement centrée sur la demande en emplois climatiques. L'alliance «*une passerelle vers le futur*» a publié un recueil en août 2015, dans lequel au moins la moitié des contributeurs sont des syndicats nationaux ou internationaux.

Notre ambition, c'est de réunir dans un même mouvement les syndicats des secteurs publics et privés, avec les organisations environnementales, l'église, et d'autres ONG. Ce n'est seulement qu'en mobilisant les forces sociales que nous réussirons à transformer le rêve des emplois climatiques en réalité.

Ensemble, nous sommes non seulement plus forts, mais aussi plus audacieux!

ÉTAT DE NEW YORK

J. Mijin Cha, Josh Kellermann et Lara Skinner



En 2014-2015, le mouvement travailliste new-yorkais et ses alliés au sein d'autres mouvements ont lancé deux initiatives pour l'emploi climatique. "Climate Works for All" (*des emplois climatiques pour tous*), dans la ville de New York, est une coalition de plus de 40 associations locales, syndicales, religieuses, environnementales ou autres. Dans l'état de New York, une initiative coordonnée par le Worker Institute de l'université de Cornell, rassemble plusieurs syndicats du bâtiment, de l'énergie et des transports dans le but de développer un plan global pour les emplois climatiques dans tout l'État.

La plupart des campagnes pour les emplois climatiques ont été proposées au niveau national. Aux États-Unis, il est pratiquement impossible de faire passer des mesures climatiques au niveau fédéral, vu le contexte politique actuel. Toutefois, trois facteurs ont ouvert la scène politique new-yorkaise à ce sujet et ont poussé les travailleurs à mener une campagne pour les emplois climatiques.

Premier facteur, l'ouragan Sandy qui a frappé New York le 29 octobre 2012. Cette tempête a fait réaliser à de nombreux new-yorkais la réalité de la crise climatique, en liant clairement l'augmentation de la température de l'eau et de l'air, et la plus grande fréquence d'ouragans violents dans l'Atlantique Nord. Le mouvement travailliste new-yorkais – le plus puissant du pays, avec un taux de syndicalisation de 25% - était en première ligne pour réparer et reconstruire la ville au lendemain de l'ouragan.

Par exemple, des membres de la Utility Workers Union of America (UWUA) ont travaillé 7 jours sur 7, 24h sur 24 pour rétablir l'électricité dans certaines localités des États de New York et du New Jersey, après un mois de blocage par le fournisseur privé Con Ed, et après des années de coupes budgétaires et dans le personnel ayant laissé la région particulièrement mal préparée pour un tel événement.

Des membres de la Nurses Association (*syndicat infirmier*), de la Service Employees International Union et de American Federation of State, County, Municipal Employees se sont vu arriver dans leurs hôpitaux sous l'eau, traverser les salles inondées, et porter leurs patients dans les escaliers pour les mettre à l'abri.

Les 100 membres du syndicat local des transports (Transport Workers Union) ont préparé les infrastructures de leur région à l'ouragan Sandy en mettant les trains et les bus à l'abri, pendant que les usagers étaient priés de ne pas sortir vu les conditions

dangereuses. Les membres de l'AFSCME travaillant dans les services du logement social sont allés frapper à toutes les portes des immeubles privés d'eau et d'électricité pour s'assurer que les habitants étaient en sécurité.

Quelques 120 gardiens de zoos et spécialistes de la vie animale, membres du syndicat du service public DC37, ont dormi dans les zoos et dans les aquariums pendant la tempête, pour s'assurer de la sécurité des animaux. Des membres du Restaurant Opportunities Center (ROC) ont perdu leur emploi ou n'ont pas été payés pendant des mois.

De nombreux syndicalistes ont également vu leurs maisons endommagées ou détruites par Sandy, certains ont perdu la vie en tentant de protéger leur maison des inondations ou des incendies.

2e facteur, la Marche des Peuples pour le Climat en septembre 2014 a fait descendre 300 000 personnes dans les rues de New York. Les organisations de justice environnementale (plutôt que les grandes ONG de protection de l'environnement, qui font un travail législatif sur le climat, et ce de façon hiérarchique) ont planifié et organisé cette marche. Un lien a donc été fermement établi entre justice sociale et crise climatique – l'un ne va pas sans l'autre. Très vite, la Marche des Peuples a été rebaptisée "Marche pour la Justice Climatique", et non plus "Marche pour le climat". Un des principaux slogans lors de la marche était "2 crises (emploi, climat), une solution".

Seuls 10 000 des 400 000 participants à la marche étaient syndiqués, mais les travailleurs ont joué un grand rôle lors de l'organisation de la marche, ont tenu des meetings en amont et ont eu une forte présence le jour même, avec des pancartes et t-shirts aux couleurs vives.

Ce sont les mouvements environnementaux "grassroots" qui ont forcé le gouverneur de l'état, Andrew Cuomo, à interdire la

fracturation hydraulique en 2014. Il se refusait à le faire auparavant, l'industrie gazière arguant que la fracturation pourrait générer des milliers d'emplois dans des localités à l'économie en berne, aux taux de chômage et de pauvreté élevés. Après que le gouverneur Cuomo ait interdit la fracturation hydraulique, il s'est avéré important, d'un point de vue politique, que les mouvements sociaux de l'État de New York présentent un plan alternatif viable pour l'emploi, un plan basé sur des emplois syndiqués, répondant à la crise climatique, et renforçant les communautés new-yorkaises.

Enfin, l'État de New York est la 14e plus grande puissance économique du monde. Un plan pour les emplois climatiques contribuerait à réduire fortement les émissions de CO2 des États-Unis, un exemple pour d'autres États et d'autres pays.

C'est également à New York qu'est né le New Deal. Franklin Delano Roosevelt a lancé le premier programme pour l'emploi de masse dans le secteur public pendant la Grande Dépression alors qu'il était gouverneur de New York, en 1929. Plus récemment, New York a été au centre des discussions concernant l'augmentation des inégalités. New York a vu naître Occupy Wall Street. Les grèves des employés de fast foods et de stations de lavage de voitures ont commencé à New York. En juin 2015, le gouverneur Cuomo a fait passer une loi pour un salaire de 15 dollars de l'heure minimum pour les salariés de fast-foods – ce qui a signifié un salaire plus que doublé pour la plupart d'entre eux.

Le projet : des emplois climatiques pour tous (Climate Works for All)

Le paysage emblématique de New York, c'est plus d'un million de buildings. Ces grattes-ciel sont responsables de plus de 70% des émissions de CO2 de la ville, et de 94% de l'électricité consommée. Nous devons réduire la demande énergétique de ces bâtiments, et

répondre aux besoins par les énergies renouvelables. La coalition Climate Works for All a décidé que sa tâche première en 2015 serait de s'occuper du parc immobilier de la ville de New York. Les "1%" qui possèdent une grande partie de ce parc devraient avoir à supporter le coût de la crise climatique dans leur ville. Inversement, ceux qui sont les victimes et non les plus responsables du changement climatique (minorités ethniques et personnes à faibles revenus) devraient avoir un accès prioritaires aux emplois climatiques, emplois qui devront offrir un salaire correct et des perspectives de carrière. Dans ce but, nous recommandons un vaste programme d'embauche au niveau local, proposant des formations et un accès facile à l'emploi pour les travailleurs défavorisés.

Nous nous battons également pour faire passer une loi qui exigerait que tous les bâtiments privés construits à New York soient remis à neuf en termes d'efficacité énergétique, que ce soit lors de rénovations majeures, d'un achat ou d'une vente, et que tous les nouveaux bâtiments soient construits pour atteindre les standards de l'auto-suffisance énergétique d'ici 2020 – ce qui générerait 16 000 emplois par an.

Nous voulons que la ville installe des panneaux solaires sur 100 écoles dans les communautés fragilisées par la crise climatique – créant ainsi 3000 emplois – et remplace les 60 chaudières endommagées par Sandy dans les 110 logements sociaux gérés par la ville.

Emplois climatiques dans l'État de New York

Au niveau de l'État, le Worker Institute de Cornell et ses alliés syndicaux développent en ce moment un programme pour l'emploi qui aura pour résultat une réduction de 100% de émissions d'ici 2050. Ce programme sera publié à l'automne 2015.

Dans le même temps, nous développons des recommandations pour une politique spécifique pour les emplois climatiques, que nous mettrons en application en 2016. Ces recommandations ont pour but de faire passer le débat sur les métiers climatiques de la théorie à la pratique, en développant des mesures précises que nous pourrions demander à faire appliquer très rapidement pour assurer quelques victoires immédiates et concrètes pour les emplois climatiques. Voici quelques-unes de ces mesures pour l'emploi climatique :

Nous voulons que les pouvoirs publics new-yorkais rénovent toutes les écoles publiques de l'État afin de réduire leur consommation énergétique de 40% et de pouvoir compter sur 3GW d'énergie solaire grâce aux panneaux installés sur les toits de ces écoles dans les 10 prochaines années. Cette mesure créerait entre 12800 et 18400 emplois.

L'état de New York a un grand potentiel pour la production d'énergie renouvelable, potentiel non exploité. En 2014, la Californie a installé 30 fois plus de panneaux solaires que l'État de New York. Nous proposons aux pouvoirs publics du secteur de l'énergie de développer les structures nécessaires à la production de 1GW d'énergie solaire dans les 10 prochaines années.

En combinant cette production de 1GW et celle de 3 GW par les écoles, nous obtenons 4GW d'énergie solaire, soit environ un quart de la demande énergétique de l'État.

Le système de transports de l'État a été durement endommagé par l'ouragan Sandy. Il y a donc énormément de travail à faire pour réparer les infrastructures existantes, rénover et améliorer le service, puis étendre davantage le réseau aux localités dont la population augmente le plus

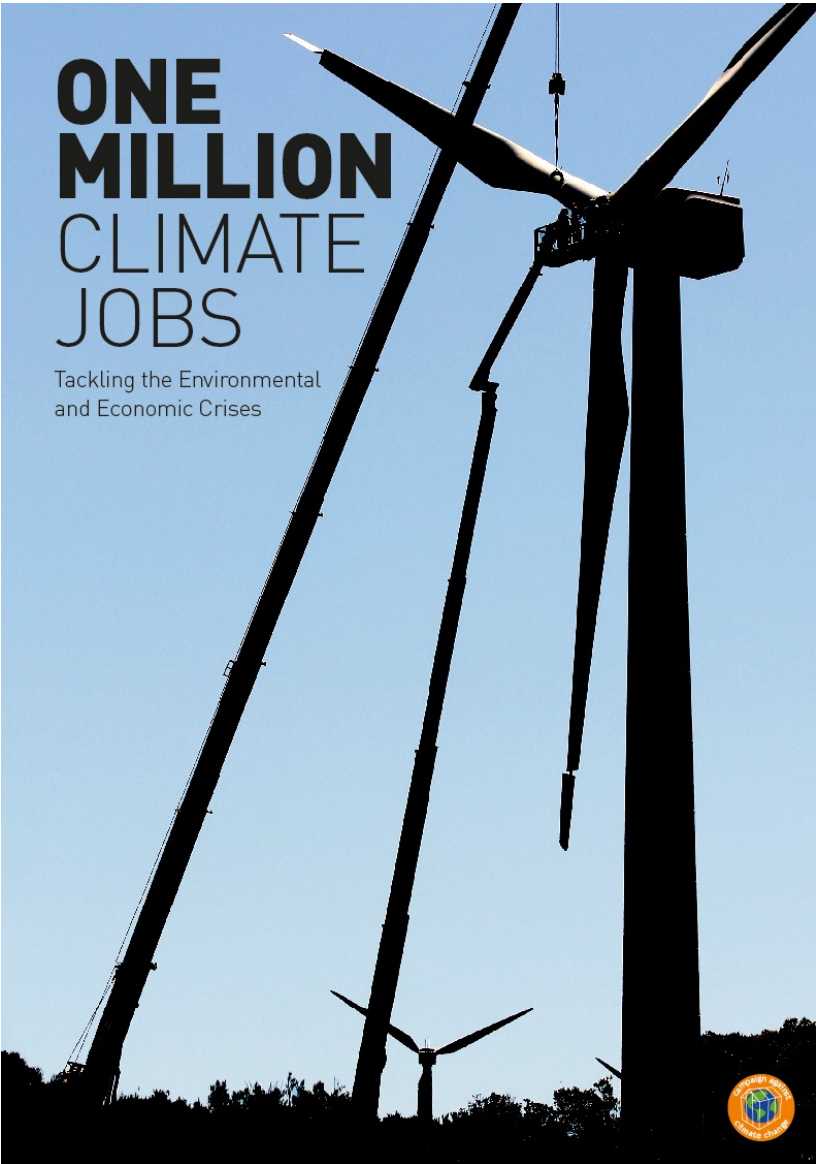
rapidement – principalement les zones de la banlieue new-yorkaise où le logement est le moins cher.

Nous espérons pouvoir parvenir à mettre en œuvre de solides mesures pour l'emploi climatique dans les deux années à venir, et dans le même temps créer un vaste mouvement inclusif et dynamique pour une justice économique et climatique, un mouvement suffisamment puissant pour pouvoir exiger un important programme du service public visant à contrer la crise climatique, créer de bons emplois syndiqués, et réduire les inégalités croissantes.

GRANDE-BRETAGNE
Tabitha Spence

ONE MILLION CLIMATE JOBS

Tackling the Environmental
and Economic Crises



Notre histoire commence en 2008, au cours d'un atelier lors d'une conférence organisée par Campaign against Climate Change («campagne contre le changement climatique»). Bien que Campaign against Climate Change (CCC) soit une organisation environnementale grassroots, populaire, 25 des activistes climatiques dans cet atelier découvrent qu'ils sont tous membres de syndicats. Rapidement, ils forment un groupe syndical avec la CCC. Afin de voir comment d'autres syndicalistes veulent faire face au problème du changement climatique, le groupe nouvellement formé organise deux conférences durant l'année. Chacune d'elles attire 200 personnes dont les organisateurs n'en connaissent pas la plupart.

Les participants ont alors avancé le fait que notre position partagée en tant que travailleurs de tous bords signifiait qu'il fallait se battre pour protéger l'intérêt collectif, cet intérêt étant à la fois la sécurité de l'emploi et une protection contre les effets terribles du changement climatique. De cette discussion émergea l'idée des «emplois climatiques» qui unit ces deux nécessités et permet de démentir l'idée que les enjeux du travail et de la crise climatique ne peuvent que s'opposer.

Le projet des emplois climatiques au Royaume-Uni commença donc avec des membres de syndicats qui faisaient déjà partie d'une campagne environnementale.

Stratégie

Quatre syndicaux nationaux cautionnèrent la campagne dès le départ – les fonctionnaires, les employés de la Poste, les enseignants en université, et un des syndicats ferroviaires. Dans trois de ces syndicats, il y avait un supérieur national officiel préoccupé à titre personnel par le changement climatique et très actif dans la campagne.

Comme certains de nos membres sont des universitaires et d'autres des organisateurs syndicalistes rodés avec l'expérience nécessaire pour mener une campagne, nous pûmes décrypter la recherche scientifique sur le sujet, analyser les données économiques et politiques, ainsi que les traduire en un langage clair et compréhensible pour que la campagne puisse se développer.

De manière à attirer plus de soutien de la part d'autres syndicalistes et du public au sens large, nous avons publié un petit livret en 2009. Celui-ci contient nos calculs et stratégies, expliquant comment le Royaume-Uni pourrait devenir une économie à faible émissions de CO2 en créant un million d'emplois sur les vingt prochaines années. En 2010 et 2014, nous avons mis à jour ces livrets pour qu'ils incluent les dernières données scientifiques et économiques disponibles. Nous avons pris la décision de les vendre au prix de £2.50 (soit 3.39€) pour couvrir le coût de l'impression, mais aussi car nous savons que lorsque qu'une personne fait l'effort d'acheter un exemplaire, elle le lira. Nous avons aussi une version téléchargeable sur le web. Jusqu'à présent, environ 18 000 livrets ont été vendus et 10 000 téléchargés.

Aujourd'hui, nous avons le soutien de huit syndicats nationaux, dont les boulangers, les pompiers, UNITE (le plus grand syndicat du pays) et le syndicat des étudiants. Dans certains cas, ce soutien s'est construit grâce à une approche très hiérarchique, et dans d'autres via une impulsion venant du bas.

Nous avons commencé avec des syndicats. Et tandis que l'appui des syndicats ne cesse d'augmenter, nous travaillons aujourd'hui aussi à gagner celui de groupes environnementaux, d'ONG, et de groupes d'actions directes. Actuellement, le Green Party (parti vert) est avec nous, et nous sommes en train de tisser des liens avec le plus grand parti d'opposition, le Labour (parti travailliste).

Plusieurs membres du groupe syndical CCC ont expliqué et répandu l'idée des emplois climatiques lors de centaines de réunions, à la fois dans et au-delà du cadre syndicaliste traditionnel. La campagne a aussi atteint des personnes grâce à une longue tradition en Grande Bretagne d'alliance sur un sujet particulier entre des syndicaux, le parti de gauche travailliste et certaines ONG.

Nous nous trouvons en même temps dans une situation particulière avec le parti conservateur de droite au pouvoir et un agenda climatique et énergétique qui consiste à mettre fin aux subventions pour les éoliennes et à accélérer l'extraction du gaz de schiste (même dans les parcs nationaux). Cependant, leur victoire politique a encouragé la gauche britannique, précédemment divisée, à s'unir de manière à former une opposition forte à ces politiques néolibérales et d'exploitation. Cette reconfiguration qui prend place au niveau de la gauche a ouvert un espace pour développer et promouvoir un plan alternatif.

La campagne One Million Climate Jobs, soit «un million d'emplois climatiques», est largement reconnue comme étant une bonne idée, et représente l'opportunité de faire face équitablement et rapidement aux crises simultanées du climat et de l'emploi. Notre défi consiste à présent à transformer le soutien reçu par ce projet en un plan d'action gouvernemental.

Campagne

Le projet des emplois climatiques dans le contexte britannique contient de nombreux détails et particularités, mais nous n'aborderons ici que les éléments majeurs.

L'objectif général de notre campagne est de réduire les émissions de gaz à effet de serre du Royaume-Uni à un niveau considéré nécessaire scientifiquement parlant. Nos calculs montrent que la création d'un million d'emplois climatiques pourrait

réduire nos émissions de 80% en vingt ans. C'est beaucoup de travail, et c'est une transition drastique et rapide. Pour cela, nous voulons que le gouvernement crée un «service national pour le climat» (National Climate Service), semblable à notre «service national pour la santé» (National Health Service) qui est largement utilisé et soutenu par le peuple britannique. Ce service climatique serait un programme gouvernemental financé par les impôts publics. Nous estimons que le coût du programme à 66 milliards de livres par an (soit presque 90 milliards d'euros). Ceci représente moins que la somme d'argent dépensée pour renflouer les banques durant la crise financière et moins que la somme perdue à cause de l'évasion fiscale chaque année.

Le «service national pour le climat» aurait un système de formation assurant une bonne transition vers des emplois climatiques pour les personnes aujourd'hui employées des secteurs très émetteurs de carbone.

Un des premiers types d'emplois nécessaire pour la transition est celui de l'isolation des bâtiments afin d'augmenter leur efficacité énergétique, réduisant ainsi les émissions de 40%. Ceci est particulièrement important au Royaume-Uni car nos bâtiments sont très mal isolés.

Le second secteur d'emploi majeur nécessaire se trouve dans la production d'énergie alternative. Nous avons besoin de produire 720 térawatts heures d'électricité chaque année. Grâce au mauvais temps que connaît la Grande Bretagne, elle possède un gisement important en vent, surtout au large dans la mer du Nord. En installant des réseaux d'éoliennes terrestres et maritimes et de capture de l'énergie marémotrice connectés au réseau électrique national et international, 400 000 emplois seraient créés.

Le dernier secteur principal dont nous avons besoin est constitué des activités de rénovation et d'extension du système de

transport public. Ceci réduirait les émissions produites inutilement par les déplacements privés. Ici, nous avons l'avantage d'un petit pays densément peuplé.

Il y a beaucoup de travail à faire et de nombreuses personnes qui ont besoin d'un emploi. Le Royaume-Uni peut facilement se transformer en une société à faibles émissions de gaz de serre en 20 ans, tout en créant des emplois, un meilleur système de transport public, de l'électricité à un prix abordable et en isolant les habitations.

CONCLUSION

Andreas Ytterstad



Naomi Klein commence le dernier chapitre de son magnifique livre *This Changes Everything* – Cela Change Tout – avec une histoire d'un chercheur sur les systèmes complexes nommé Brad Werner. Dans un article scientifique intitulé «La terre est-elle FOUTUE?» il déclare que la résistance populaire "qui ne s'adapte pas à la culture capitaliste" est la force géophysique qui donne de l'espoir pour l'avenir de la terre.

Lorsque nous commençons ou continuons à créer des campagnes pour les emplois climatiques, nous le faisons dans le cadre de cette force géophysique. Cette force est réelle. Pour la première fois dans l'Histoire, la *People's Climate March* qui a eu lieu à New York et à travers le monde en septembre 2014 a vu des centaines de milliers de personnes descendre dans la rue pour le

climat. En mai 2015 l'encyclique du Pape François sur le changement climatique critique "une économie centrée sur le dieu de l'argent". En août 2015 les dirigeants islamiques se rencontrent à Istanbul et appellent 1,6 milliards de musulmans à travers le monde à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050 et à se tourner vers une stratégie énergétique 100% renouvelable.

Contrairement aux espoirs qui avaient précédé le Sommet de Copenhague en 2009, il est aujourd'hui clair pour la plus grande majorité que les dirigeants politiques n'arriveront pas à un accord convenable à Paris cette année. Ainsi que l'a déclaré la Confédération Syndicale Internationale au Sommet de Lima en 2014: "seule une pression massive des citoyens permettra de corriger la voie peu ambitieuse actuellement choisie."

Mais les premiers succès des campagnes mentionnées dans ce livret démontrent la popularité et la force derrière l'idée de la création d'emplois climatiques. En Norvège, les liens avec les organisations de l'Église ont été particulièrement forts et déterminants pour l'impact idéologique de l'alliance Pont vers le Futur.

Au Royaume-Uni, la demande pour Un Million d'Emplois Climatiques a été soutenue par cette si improbable incarnation d'une espérance renouvelée, Jeremy Corbyn (66 ans), électrisant un parti travailliste qui était censé représenter le renouveau il y a 20 ans de cela.

Naomi Klein elle-même admire la "coalition audacieuse en Afrique du Sud ... sous la bannière d'Un million d'Emplois Climatiques." Elle énonce également la raison de la popularité des emplois climatiques, en expliquant qu'"il n'y a aucune arme plus puissante dans la lutte contre les énergies fossiles que la création de solutions véritablement alternatives", soulignant que cela représente une vérité universelle: "Le levier le plus puissant pour le

changement dans les pays du Sud est le même que dans les pays du Nord: l'émergence d'alternatives positives, pratiques, et concrètes à un développement sale, qui n'exige pas un choix entre un meilleur niveau de vie et l'extraction toxique. "

Il existe bien des différences entre les organisations, les méthodes et les études vis-à-vis de quels emplois climatiques sont prioritaires dans chaque pays. Bien que ces campagnes n'existent que dans quelques pays aujourd'hui, nous croyons qu'il y a des leçons à tirer des différences entre chaque campagne. Une leçon générale est d'être inclusif, tant dans le choix des partenaires que dans les nombreux sujets tels que la justice climatique, la transition juste, la démocratie énergétique, le verdissement des lieux de travail existants et les différentes campagnes contre les énergies fossiles.

La marche pour les Emplois, la Justice et le Climat, qui a rassemblé 10 000 personnes à Toronto au Canada le 5 Juillet de cette année est une illustration encourageante de la nécessité d'être ouverts et inclusifs [<http://jobsjusticeclimate.ca/>].

En même temps, nous devons insister sur la clarté et la simplicité des emplois climatiques. Ce sont des emplois qui réduisent les émissions. Ce sont de nouveaux emplois que nous exigeons, qu'il y ait un marché ou pas, aux gouvernements nationaux ou locaux. Le Dieu de l'argent ne peut ni assurer une transition juste, ni sauver la planète des catastrophes climatiques. Les emplois climatiques sont exactement ce dont nous avons besoin pour les années du grand saut, selon la formule de Klein (« The Leap Years »), le temps qu'il nous reste pour sauver ce que nous pouvons sauver de la civilisation sur la Terre Mère.

Ce livret a été écrit et traduit en plusieurs langues afin d'encourager des personnes à commencer des campagnes pour les emplois climatiques dans d'autres pays. Mais même les campagnes

qui ont déjà été menées depuis plusieurs années ne ne représentent qu'une étape préparatoire pour les luttes qui arrivent.

Il est très important de non seulement diffuser la puissante idée des emplois climatiques à de nouveaux endroits, mais également d'étudier quels emplois contribueront le plus à réduire les émissions dans le contexte de votre pays. Beaucoup de syndicats, de groupes religieux, de groupes indigènes et d'environnementalistes commenceront par soutenir la simplicité et la clarté des emplois climatiques comme solution.

Mais ces emplois climatiques dans le secteur des énergies renouvelables, du bâtiment, des transports, de l'agriculture et de la pêche ne seront créés par les gouvernements que si les alliances des travailleurs et celles autour du climat créées pour soutenir ceux-ci se battent ensemble.

Si cela vous dérange d'en parler et de discuter avec d'autres afin de créer la première brochure sur les emplois climatiques publiée dans votre pays ou votre région, ne sous-estimez pas la créativité des telles luttes à venir.

Quand les gens commenceront à se battre de manière déterminée pour l'emploi, la justice et un monde meilleur, ils vous remercieront d'avoir construit les bases de ces luttes. Nous, qui avons mis sur pied cette brochure, aimerions vous remercier tous par avance pour l'avoir lue. Nous vous invitons à nous aider à créer et à impulser une campagne mondiale pour les emplois climatiques.

REMARQUES

Pour les notes détaillées et les références, veuillez s'il vous plaît voir la version anglaise de ce livret en ligne sur

<https://globalclimatejobs.wordpress.com/global-climate-jobs-booklet/>

LECTURES COMPLÉMENTAIRES:

Général

Jonathan Neale, ed., *One Million Climate Jobs: Tackling the Environmental and Economic Crises*, Campaign Against Climate Change, 2014; Jonathan Neale, ed., *Online Companion to One Million Climate Jobs*, Campaign against Climate Change, 2014; Michael Renner, Sean Sweeney and Jill Kubit, *Green Jobs: Towards decent work in a sustainable, low-carbon world*, United Nations Environmental Program 2008; ITF Climate Change Working Group and Global Labor Institute, *Transport Workers and Climate Change*, International Transport Workers Federation, 2010; Jonathan Neale, *Our Jobs, Our Planet: Transport Workers and Climate Change*, a report for the European Transport Workers Federation, www.climateandcapitalism.com, 2011; *One Million Climate Jobs: A just transition to a low carbon economy to combat unemployment and climate change*, One Million Climate Jobs Campaign, Capetown, www.climatejobs.za, 2011; *Agroecology and climate change in South Africa: The contribution agriculture can make to reversing global warming*, One Million Climate Jobs, Capetown, www.climatejobs.za, 2013; Paul Allen et al, *Zero Carbon Britain: Rethinking the Future*, Centre for Alternative Technology, 2013; Christine Brown, et al, *Pathways to 2050: Three Possible UK Energy Strategies*, British Pugwash Working Group, www.britishpugwash.org, 2013; Mark Z Jacobson and Mark Delucchi, 'Providing all global energy with wind, water and solar power,' Parts 1 and 2, *Energy Policy*, 39 (2011) 1154-1190; Mark Z Jacobson et al, 'Examining the feasibility of converting New York State's all-purpose energy infrastructure to one using wind, water

and sunlight, *Energy Policy*, 57 (2013) 585-601; Mark Z Jacobson et al, 'A roadmap for empowering California for all purposes with wind, water and sunlight', *Energy Policy*, 73 (2014) 875-889; Sven Taske, *Energy [r]evolution: a sustainable world energy outlook*, Greenpeace International, 2012; and *Making the Shift to the Green Economy*, Green Economy Network, Canada, 2011.

Sources Statistiques

IPCC, 2014: *Climate Change 2014: Mitigation of Climate Change. Contribution of Working Group III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change.*; *Trends in Global CO₂ Emissions, 2103 Report*, PBL Netherlands Environmental Assessment Agency and European Commission Joint Research Centre; International Energy Agency, *2014 Key World Energy Statistics*; *International Energy Agency, CO₂ Emissions from Fuel Combustion Highlights, 2014 Report*; See IPCC, *Climate Change 2013, The Physical Science, Intergovernmental Panel on Climate Change*; *Mauna Loa Annual Mean Data*, National Oceanic and Atmospheric Administration, Earth System Research Laboratory, <http://www.esrl.noaa.gov/gmd/ccgg/trends/#mlo>.

Bâtiments, transports et déchets

Sue Roaf, David Chricton and Fergus Nicol, *Adapting Buildings and Cities for Climate Change*, Routledge, London, 2009; Gerald Ollivier, Jitendra Sondhi and Nanyan Zhou, *High-Speed Railways in China: A Look at Construction Costs*, World Bank Office, Beijing, 2014; Neale, *Online Companion*; Neale, *Our Jobs, Our Planet*, 14-49; Philippe Crist, *Greenhouse Gas Emissions Reduction Potential from International Shipping*. Joint Transport Research Centre, OECD and International Transport Forum, Discussion Paper No. 2009-11, 2009; Oyvind Buhag et al, *Prevention of Air Pollution from Ships: Second IMO GHG Study*, International Maritime Organization, 2011; Justin Bier, *An Introduction to Passive House*, Royal Institute of British Architects, London, 2013; Anna MacGillivray, *More Jobs, Less Waste*, Friends of the Earth, London, 2010.

Effets de changement climatique

Naomi Klein, *The Shock Doctrine: The Rise of Disaster Capitalism*, Allen Lane, London, 2007; Jonathan Neale, *Stop Global Warming*, Bookmarks, London, 2008; Jerome Tubiana, 'Darfur: A War for Land', in Alex de Waal, ed., *War in Darfur and the Search for Peace*, Global Equity Initiative, Harvard, Cambridge, 2007; Alex de Waal, *Famine that Kills: Darfur, Sudan*, Oxford University Press, Oxford, 2005; Mohammed Osman Akasha, *Darfur: A Tragedy of Climate Change*, Anchor Academic, New York, 2013; Christian Parenti, *Tropic of Chaos: Climate Change and the New Geography of Violence*, The New Press, New York, 2011; Eric Klinenberg, *Heat Wave: A Social Autopsy of Disaster in Chicago*, Chicago University Press, Chicago.

Norvège

Y. Nilsen, *En felles plattform? Norsk oljeindustri og klimadebatten i Norge fram til 1998*, PhD thesis, University of Oslo, 2001; Helge Ryggvik, *Norsk olje og Klima: en Skisse til nedkjøling*, 2013; Andreas Ytterstad, ed., *Broen til framtiden*, 2013; <http://broentilframtiden.com/english/>; Andreas Ytterstad, 100 000 klimajobber og grønne arbeidsplasser nå! For en klimaløsning nedenfra, 2013; technical paper at <http://klimavalg2013.no/norge-trnever-mange-nye-klimajobber/>; *The Climate Struggle – a Struggle for Social Power*, 2012, http://www.velferdsstaten.no/tema/verden/klima/?article_id+96528

Conclusion

Sharon Burrow and Kumi Naidoo, 2015, <http://www.equaltimes.org/civil-society-will-build-a-bridge#.Vdbjo5cXZj>; Naomi Klein, *This Changes Everything: Capitalism vs. The Climate*, London, Allen Lane, 2014.